



Fiches techniques sur les banques ciblées

Petits rappels	1
Sur l'évasion fiscale	1
Sur la crise climatique	2
Sur les combustibles fossiles en Europe	3
Crédit Agricole	5
Les infos clés	5
Ses projets et investissements toxiques	5
Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe	8
Son rôle dans l'évasion fiscale	8
Société Générale	9
Les Infos Clés	9
Ses projets et investissements toxiques	9
Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe	12
Son rôle dans l'évasion fiscale	13
BNP Paribas	14
Les infos clés	14
Ses projets et investissements toxiques	14
Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe	17
Son rôle dans l'évasion fiscale	17
HSBC	18
Les infos clés	18
Ses projets et investissements toxiques	18
Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe	21
Son rôle dans l'évasion fiscale	21

Petits rappels

Sur l'évasion fiscale

La définition que donne l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) des paradis fiscaux repose sur quatre critères principaux : impôts inexistantes ou insignifiants, absence de transparence, législation empêchant l'échange d'informations avec



les autres administrations et enfin tolérance envers les sociétés-écran ayant une activité fictive.

Le terme d'évasion fiscale désigne l'action consistant à éviter ou réduire l'impôt en assujettissant le patrimoine ou les bénéficiaires dans un pays différent de celui auxquels ils devraient être soumis. L'évasion fiscale concerne aussi bien des entreprises que des particuliers. Dans un sens plus large, l'évasion fiscale consiste à utiliser légalement différents moyens pour diminuer une charge fiscale. L'évasion fiscale peut être légale, c'est alors appelé de l'optimisation fiscale, ou illégale, c'est-à-dire la fraude fiscale.

En France, selon une étude du syndicat Solidaires finances publiques, les pertes de recettes pour l'Etat liées à la fraude fiscale serait estimée comme allant de 60 à 80 milliards d'euros, tandis que les pertes liées à l'optimisation fiscale s'élèverait de 40 à 60 milliards d'euros. En comparaison, dans le budget de l'Etat en 2017, le coût de l'enseignement scolaire s'élevait à 70 milliards d'euros.

Le décalage entre les bénéficiaires enregistrés dans les paradis fiscaux par les banques et le nombre d'employés qu'elles y ont est un bon indicateur d'évasion fiscale : les banques transfèrent artificiellement leurs bénéficiaires pour ne pas payer d'impôts, faciliter l'évasion fiscale de leurs clients et contourner leurs obligations. Par exemple, dans les paradis fiscaux, les employés des 20 plus grandes banques européennes sont 4 fois plus productifs qu'un employé moyen au niveau global. Aux Îles Caïman, les banques atteignent des sommets de rentabilité : pour 100 euros de chiffre d'affaires, 167 euros de bénéfices y sont en moyenne récoltés.

Sur la crise climatique

L'extractivisme forcené des ressources énergétiques et minérales de notre planète – creuser toujours plus et toujours plus loin, pour produire toujours plus et, surtout, alimenter les profits des grands groupes – a des impacts environnementaux, sanitaires et sociaux catastrophiques. Et bien sûr climatiques : pour atteindre l'objectif que s'est donné la communauté internationale de limiter le réchauffement global de la planète à 1,5°C il est indispensable de laisser jusqu'à 80 % des réserves de charbon, de gaz et de pétrole dans le sous-sol, et donc de geler tous les projets d'exploitation de nouveaux gisements. Les grandes entreprises énergétiques françaises – Total, Engie, EDF – sont, bien évidemment des acteurs majeurs de l'extraction des énergies fossiles et fissiles ; mais ces enjeux concernent aussi les investisseurs dans les projets d'exploitation : assureurs, banques, institutions publiques...

Malgré les annonces faites au lendemain de la signature de l'Accord de Paris, et celles faites lors du « *One Planet Summit* » de décembre 2017, les investisseurs continuent à financer l'industrie fossile : pour trois euros investis dans les énergies fossiles, un seul euro est investi dans les énergies renouvelables !

Les banques continuent d'investir massivement dans des projets d'exploitation de charbon, de gaz et de pétrole toujours plus risqués pour l'environnement et le climat (forages ultra profonds, gaz de schiste, sables bitumineux, gaz naturel liquéfié, charbon...).



En 2017 les financements par les 36 plus grandes banques mondiales des combustibles fossiles extrêmes (115 milliards de dollars) ont augmenté de 11% par rapport à 2016 , alors que les émissions de gaz à effet de serre continuaient à croître (+ 1,4 % par rapport à 2016).

Les banques européennes sont dans le trio de tête de ces financements, juste après le Canada et les Etats-Unis, et avant la Chine.

Et toutes les grandes banques françaises sont impliquées directement ou indirectement dans ces financements climaticides, aux impacts sociaux, sanitaires et environnementaux immenses et pour certains, irréversibles.

Sur les combustibles fossiles en Europe

Extrait du guide européen des énergies fossiles - mai 2018 –
<https://350.org/defund-fossilfuels-europe-fr/>

Cette analyse générale, fondée sur l'historique des prêts et prises fermes, permet d'identifier les banques susceptibles d'appuyer la construction de nouvelles infrastructures d'énergies fossiles en Europe.

Or, même si quelques grandes banques ont partiellement modifié leurs politiques de prêt après la signature de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, les banques qui ont le plus de chances d'être sollicitées pour financer de nouveaux projets d'énergies fossiles sont celles qui ont financé de tels projets par le passé. Les financements ont été analysés pour les 8 projets de développement ci-dessous

Projets charbonniers

Pologne

En dépit de la pollution atmosphérique qui menace ses communautés, et sans considération pour les impacts climatiques du charbon, le gouvernement polonais reste bien décidé à autoriser de nouvelles mines à ciel ouvert, et à bâtir huit nouvelles centrales à charbon.

République tchèque

À proximité de la ville de Most, dans le nord de la Bohême, des militant.e.s s'opposent à l'expansion de mines de lignite qui alimentent plusieurs centrales électriques. L'agrandissement de ces mines met en péril les logements avoisinants et la combustion du lignite génère une pollution considérable.

Allemagne – Charbon

La région charbonnière de Rhénanie est la principale émettrice de CO2 d'Europe et l'Allemagne est le premier pays producteur de lignite. L'expansion des à ciel ouvert mines à ciel ouvert de la région menace d'engloutir des villages et forêts entier.ère.s.



Projets gaziers

TAP Italie : le gazoduc transadriatique (TAP) est un maillon du corridor gazier sud-européen , une chaîne de 3500 km pour acheminer 10 000 milliards de m³ de l'Azerbaïdjan vers l'Italie,

Champs gaziers de Groningen – Pays-Bas

Les nombreux tremblements de terre causés par les forages gaziers que Shell et Exxon Mobil mènent dans la région depuis plus de 50 ans ont endommagé de nombreux logements et bâtiments. Des milliers de personnes ont manifesté pour réclamer l'arrêt de la production de gaz.

Gazoduc STEP/MidCat – Catalogne et Sud de la France

L'Union européenne a octroyé le statut de «projet d'intérêt commun» à un nouveau gazoduc de 235 km censé doubler la quantité de gaz qui pourra être transportée d'un côté à l'autre des Pyrénées.

Terminal GNL de Göteborg – Suède

La proposition d'un nouveau terminal destiné à l'importation de gaz naturel liquéfié, émise par Swedegas, est incompatible avec la volonté affichée par le pays de se débarrasser des combustibles fossiles

Fracturation hydraulique – Royaume-Uni

Alors que la fracturation hydraulique est interdite et combattue dans la majorité des pays européens, l'industrie du gaz de schiste cherche actuellement à se rabattre sur le Royaume-Uni.



Crédit Agricole

Les infos clés

Crédit Agricole : Un réseau français de banques coopératives et mutualistes, composé des 39 caisses régionales de Crédit agricole, qui est depuis 1990 un groupe bancaire généraliste international. Cette banque réalise en 2016 un chiffre d'affaires de 32 milliards d'euros.

Son histoire commence en 1884, quand une loi permet la libre association professionnelle, et entre autres la formation de syndicats agricoles ainsi que celle de banques locales mutualistes, dont la première voit le jour dans le Jura en 1885. La loi du 5 novembre 1894, promue par le ministre de l'Agriculture Jules Méline, permet la création de caisses locales de crédit agricole. Les premières caisses sont composées d'agronomes, de professeurs, de propriétaires et les agriculteurs sont minoritaires.

Connu depuis 2010 et le rapport des Amis de la Terre pour son retard sur l'écologie (10e sur 10 au classement carbone), le groupe est nommé en 2014 au Prix Pinocchio pour les entreprises « *ayant mené la politique la plus agressive en termes d'appropriation, de surexploitation ou de destruction des ressources naturelles* », à cause de son soutien à Alpha Natural Ressources et Arch Coal. Elle fut aussi impliquée dans l'affaire des Panama Papers.

Ses projets et investissements toxiques

Crédit Agricole a investi 5 milliards de dollars dans les énergies fossiles entre 2015 et 2017

Le Charbon

Sources : banktrack.org/coaldevelopers

Malgré leurs engagements divers à la baisse du financement des énergies fossiles, les banques françaises continuent à les financer par divers moyens : ici le charbon, énergie ultra polluante dont les centrales continuent pourtant à se construire aux dépens des villages rasés, faisant place à des exploitations de lignite RWE ou Uniper.

Le charbon est donc une énergie sur laquelle les banques majeures ont annoncé des restrictions de financement fin 2015 avec la COP 21, mais ces engagements n'étaient en réalité que sémantique et pur greenwashing : le charbon trouve toujours chez les banques françaises des milliards d'euros pour se financer.

Crédit Agricole : avec 1251 millions de dollars de prêt (plaçant la banque 18e prêteuse mondiale au charbon) et 1371 millions de dollars en Actions et Obligations aux développeurs



de charbon, Crédit Agricole finance le charbon pour un total de 2,622 milliards de dollars entre Janvier 2014 et Septembre 2017.

De plus, ce financement n'est pas en perte de vitesse, malgré tous les avertissements scientifiques sur le réchauffement climatique et les sommets comme la Cop 21 : de 2015 à 2016, son financement des développeurs de charbon a augmenté de 86%.

L'Offshore Ultra-Profond

Sources : Rapport des Amis de la Terre/Greenpeace, Bloomberg via Rainforest Action Network, INERIS – Rapport d'étude- Les enseignements de l'accidentologie liée à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - 7 mai 2015

Les ressources pétrolières devenant de plus en plus rare à cause de la surexploitation, les industriels du gaz et du pétrole développent des projets dans des eaux de plus en plus profondes. Le terme "deep offshore" se réfère aux ressources exploitées à plus de 125 mètres sous la surface de l'eau, et "Ultra-Deep Offshore" aux ressources situées à plus de 1,5 km de profondeur, ce qui requiert des techniques non conventionnelles, accompagnées de plus grands risques de marées noires[1], de la pollution de l'air et de l'eau ainsi que de la mise en danger de la vie marine dans les endroits où ces projets sont prévus (Foz do Amazonas - Brésil, Nasua – Guyane, Kaombo – Angola, Egina - Nigeria).

Total, qui prévoit de réduire sa production de pétrole en eaux profondes de 30%, prévoit de l'augmenter en eaux ultra-profondes de 3 665%, ce qui serait impossible à faire sans trahir l'accord de Paris auquel Total s'est engagé. Ce secteur pèse pour l'instant moins de 1% de la production de pétrole de Total, mais il a bénéficié de 502 millions de dollars d'investissement des banques Françaises, qui ne se sont engagées à aucune réduction sur ce secteur précis, entre 2015 et 2017.

C'est ce type de projet que Crédit Agricole finance à hauteur de 1116 millions de dollars, dont 152 chez Total.

Sables Bitumineux

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange

De 2015 à 2017, Crédit Agricole a financé les projets et entreprises développant les sables bitumineux comme source d'énergie à hauteur de 322 millions de dollars, rendant la banque 25^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur les sables bitumineux est notée C+ par le rapport Banking on Climate Change.



Gaz Naturel Liquéfié

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange

De 2015 à 2017, Crédit Agricole a financé les projets et entreprises développant le gaz naturel liquéfié comme source d'énergie à hauteur de 1,058 milliard de dollars, rendant la banque 18^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur le GNL est notée D par le rapport Banking on Climate Change.

Non-Respect des Equator Principles

Sources: equator-principles.org, banktrack.org

Les Principes de l'Equateur sont un cadre auquel souscrivent certaines banques et autres institutions financières depuis 2003, ayant pour but de minimiser les risques environnementaux ainsi que sociaux. Les Equator Principles Financial Institutions s'engagent à implémenter ces principes dans leurs politiques sociales et environnementales internes, dans leurs procédures internes, et ne financeront pas les projets d'entreprises ne respectant pas les principes.

Pourtant, si la plupart des banques françaises sont signataires, elles supportent en réalité des projets incompatibles avec les Equator Principles, autant sur les niveaux sociaux qu'environnementaux :

- La Dakota Access Pipeline, financée à hauteur de 120 millions chacun par Société Générale et Crédit Agricole depuis 2016, menace l'intégrité de l'air et de l'eau des réserves Sioux, dont elle passe à 150 mètres : la pipeline est installée en amont de réserves d'eau potables, et plusieurs sites sacrés pour les Sioux ont été détruits dans sa construction ;
- Le Trans Mountain Pipeline Expansion Project est financé par un prêt à hauteur de 14 milliards co-financé, entre autres, par BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale en 2014 dans un accord allant jusqu'en 2017. De son côté, HSBC finance l'entreprise avec un prêt à hauteur de 200 millions. Ce projet s'appuierait principalement sur le sable bitumineux en provenance d'Alberta, qui demande beaucoup d'effort à extraire et à traiter, ainsi que des effets destructeurs sur l'environnement : des études montrent que les sables bitumineux produisent plus de gaz à effet de serre que le pétrole conventionnel, laissant en plus une large quantité de produits toxiques à l'aboutissement du processus (de transformation). Le TMEP déjà existant a une histoire exhaustive de fuites de pétrole, en 2005, 2007, 2009 et 2012. Le nouveau projet passe aussi par des terres indigènes en amont, empoisonnant le sol et l'eau, et mettant en danger ces communautés à cause du risque de fuite.



Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe

Ci-dessous la participation financière de Crédit Agricole aux sociétés qui planifient les projets reposants sur l'énergie fossile en Europe, en millions de dollars :

Gazoduc Trans-Adriatique	Champs Gaziers de Groningen	Pipeline Midcat-STEP	Terminal Gazier de Gothenburg
4 970	2 700	510	1 220

Fracturation hydraulique au Royaume-Uni	Charbon de Rhénanie, Allemagne	Charbon de Pologne	Charbon de République Tchèque
/	450	/	/

>7e des principaux bailleurs de fond européens des sociétés qui planifient ces 8 projets d'énergies fossiles, avec 5,839 milliards de prêts et 8,616 milliards de prises fermes, pour un total de 14,442 milliards de dollars dans ces projets.

Son rôle dans l'évasion fiscale

Crédit Agricole participe moins à l'industrie de l'évasion fiscale que nos 3 autres cibles, mais est loin d'être vertueuse.

En 2016, Crédit Agricole a déclaré 5% de ses bénéfices avant impôts dans des paradis fiscaux, où sont situés 4% de ses employés.

Entre 2015 et 2017, Crédit Agricole a créé 1005 sociétés offshore dans les paradis fiscaux.



Société Générale

Les Infos Clés

Une des premières et des plus anciennes banque françaises, elle fait partie des « *Trois Vieilles* ». Elle est fondée par un groupe d'industriels et la famille Rothschild le 4 mai 1864, « *pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France* ». Avec la loi du 2 décembre 1945, le ministre des Finances René Pleven nationalise les quatre principaux établissements de crédit, dont la Société générale. Le 29 juillet 1987, la Société générale fait partie des trois grandes banques privatisées. Le salaire de son dirigeant représente 520 fois le salaire médian français.

En Juillet 2008, déjà fragilisée par la crise, la banque perd 4,9 milliards d'euros dans ce qui deviendra plus tard l'affaire Kerviel. Il est initialement jugé coupable mais en 2014 la cour reconnaît l'existence de fautes commises par la Société Générale ayant abouti au développement de la fraude et à ses conséquences financières. De plus, en 2016, la presse découvre qu'en juin 2015, dans un entretien enregistré à son insu, Chantal de Leiris, ancienne vice-procureure du parquet de Paris qui avait suivi l'enquête sur les pertes de la Société générale imputées à Kerviel, a déclaré que l'enquête avait été manipulée par la Société générale, avec l'assentiment de certains de ses supérieurs hiérarchiques. Elle est aussi condamnée en 2010 par l'autorité de la concurrence pour avoir mis en place des frais pour les chèques interbancaires.

Ses projets et investissements toxiques

Société Générale a investi 7 milliards de dollars dans les énergies fossiles entre 2015 et 2017.

Le Charbon

Sources : banktrack.org/coaldevelopers

Malgré leurs engagements divers à la baisse du financement des énergies fossiles, les banques françaises continuent à les financer par divers moyens : ici le charbon, énergie ultra polluante dont les centrales continuent pourtant à se construire aux dépens des villages rasés, faisant place à des exploitations de lignite RWE ou Uniper.

Le charbon est donc une énergie sur laquelle les banques majeures ont annoncé des restrictions de financement fin 2015 avec la COP 21, mais ces engagements n'étaient en réalité que sémantique et pur greenwashing : le charbon trouve toujours chez les banques françaises des milliards d'euros pour se financer.



Société Générale: Avec 2 231 millions de dollars de prêts (10e prêteuse mondiale au charbon) et 897 millions en actions et obligations aux développeurs de charbon, Société Générale finance le charbon pour un total de 3,128 milliards de dollars entre Janvier 2014 et Septembre 2017.

Là encore, Société Générale ne ralentit pas dans son financement des énergies sales: de 2015 à 2016, son financement des développeurs de charbon a augmenté de 133%.

L'Offshore Ultra-Profond

Sources : Rapport des Amis de la Terre/Greenpeace, Bloomberg via Rainforest Action Network, INERIS – Rapport d'étude- Les enseignements de l'accidentologie liée à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - 7 mai 2015

Les ressources pétrolières devenant de plus en plus rare à cause de la surexploitation, les industriels du gaz et du pétrole développent des projets dans des eaux de plus en plus profondes. Le terme "deep offshore" se réfère aux ressources exploitées à plus de 125 mètres sous la surface de l'eau, et "Ultra-Deep Offshore" aux ressources situées à plus de 1,5 km de profondeur, ce qui requiert des techniques non conventionnelles, accompagnées de plus grands risques de marées noires[1], de la pollution de l'air et de l'eau ainsi que de la mise en danger de la vie marine dans les endroits où ces projets sont prévus (Foz do Amazonas - Brésil, Nasua – Guyane, Kaombo – Angola, Egina - Nigeria).

Total, qui prévoit de réduire sa production de pétrole en eaux profondes de 30%, prévoit de l'augmenter en eaux ultra-profondes de 3 665%, ce qui serait impossible à faire sans trahir l'accord de Paris auquel Total s'est engagé. Ce secteur pèse pour l'instant moins de 1% de la production de pétrole de Total, mais il a bénéficié de 502 millions de dollars d'investissement des banques Françaises, qui ne se sont engagées à aucune réduction sur ce secteur précis, entre 2015 et 2017.

C'est ce type de projet que Société Générale finance à hauteur de 1913 millions de dollars dont 202 chez Total.

Sables Bitumineux

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange

De 2015 à 2017, Société Générale a financé les projets et entreprises développant les sables bitumineux comme source d'énergie à hauteur de 566 millions de dollars, rendant la



banque 21^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur les sables bitumineux est notée C+ par le rapport Banking on Climate Change.

Gaz Naturel Liquéfié

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange

De 2015 à 2017, Société Générale a financé les projets et entreprises développant le gaz naturel liquéfié comme source d'énergie à hauteur de 3,2 milliards de dollars, rendant la banque 2^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur le GNL est notée D par le rapport Banking on Climate Change.

Non-Respect des Equator Principles

Sources: equator-principles.org, banktrack.org

Les Principes de l'Equateur sont un cadre auquel souscrivent certaines banques et autres institutions financières depuis 2003, ayant pour but de minimiser les risques environnementaux ainsi que sociaux. Les Equator Principles Financial Institutions s'engagent à implémenter ces principes dans leurs politiques sociales et environnementales internes, dans leurs procédures internes, et ne financeront pas les projets d'entreprises ne respectant pas les principes.

Pourtant, si la plupart des banques françaises sont signataires, elles supportent en réalité des projets incompatibles avec les Equator Principles, autant sur les niveaux sociaux qu'environnementaux :

- La Dakota Access Pipeline, financée à hauteur de 120 millions chacun par Société Générale et Crédit Agricole depuis 2016, menace l'intégrité de l'air et de l'eau des réserves Sioux, dont elle passe à 150 mètres : la pipeline est installée en amont de réserves d'eau potables, et plusieurs sites sacrés pour les Sioux ont été détruits dans sa construction.
- Le Trans Mountain Pipeline Expansion Project est financé par un prêt à hauteur de 14 milliards co-financé, entre autres, par BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale en 2014 dans un accord allant jusqu'en 2017. De son côté, HSBC finance l'entreprise avec un prêt à hauteur de 200 millions. Ce projet s'appuiera principalement sur le sable bitumineux en provenance d'Alberta, qui demande beaucoup d'effort à extraire et à traiter, ainsi que des effets destructeurs sur l'environnement : des études montrent que les sables bitumineux produisent plus de gaz à effet de serre que le pétrole conventionnel, laissant en plus une large quantité de produits toxiques à l'aboutissement du processus (de transformation). Le TMEP



déjà existant a une histoire exhaustive de fuites de pétrole, en 2005, 2007, 2009 et 2012. Le nouveau projet passe aussi par des terres indigènes en amont, empoisonnant le sol et l'eau, et mettant en danger ces communautés à cause du risque de fuite.

- La Trans Adriatic Pipeline (TAP), dont Société Générale est le conseiller financier depuis Mars 2013, et dont la construction a commencé en 2016, est un projet d'extension du Southern gas Corridor (SGC) qui devrait, d'ici 2020, exporter 10 milliards de mètres cubes de gaz sur 879 kilomètres, de la mer caspienne à la frontière Gréco-Turque. Elle rencontre de multiples oppositions, notamment en Italie à Melendugno, où les riverains ainsi que les autorités locales et régionales sont opposées à sa construction, ce qui a retardé la construction de ce segment de la TAP, mais aussi en Albanie, où l'acquisition des terres a été problématique et légalement douteuse, et en Grèce, où le projet passe par des terres agricoles hautement fertiles ainsi que des terres à fort potentiel sismique proches de résidences : un séisme pourrait causer d'énormes dommages pour la population locale. Une analyse jointe de Counter Balance et Banktrack, publiée en Février 2017, montre que l'impact du projet sur les populations locales et l'environnement viole les Equator Principles auxquels s'est soumis Société Générale, qui pourtant continue de conseiller l'entreprise.
- Le projet de construction d'une centrale à charbon de 770 mégawatts à Punta Catalina, connue sous le nom de Centrale Hatillo, est mené par l'entreprise brésilienne Odebrecht, et la construction commencée en 2015 devrait s'achever fin 2018. Toutefois un scandale de corruption majeur impliquant Odebrecht a éclaté, et des 632,5 millions de dollars de financement prévus par 5 banques européennes, dont Société Générale, seule la moitié à été versée, le financement étant gelé et en attente de reprise : des 5 banques, seule ING s'est retirée du projet à cause de sa nouvelle politique concernant les prêts à la construction des centrales à charbon.

Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe

Voici la participation financière de Société Générale aux sociétés qui planifient les projets reposants sur l'énergie fossile en Europe (en millions de dollars) :

Gazoduc Trans-Adriatique	Champs Gaziers de Groningen	Pipeline Midcat-STEP	Terminal Gazier de Gothenburg
8 770	5 640	1 100	1 100



Fracturation hydraulique au Royaume-Uni	de Charbon Rhénanie, Allemagne	de Charbon de Pologne	de Charbon République Tchèque
/	800	630	310

>5e des principaux bailleurs de fond européens des sociétés qui planifient ces 8 projets d'énergie fossile, avec 8,716 milliards de prêts et 10,895 milliards de prises fermes, pour un total de 19,611 milliards de dollars dans ces projets.

Son rôle dans l'évasion fiscale

En 2016, elle fait partie des banques citées dans l'affaire des Panama Papers, ce qui donna lieu à des actions d'occupation par Attac ("Occupy SG").

En 2016, Société Générale a déclaré 22% de ses bénéfices avant impôts dans des paradis fiscaux, où sont situés seulement 4% de ses employés.

Entre 2015 et 2017, Société Générale a créé 1639 sociétés offshore dans les paradis fiscaux.



BNP Paribas

Les infos clés

BNP Paribas : La plus grande banque française et également première banque de la zone euro en 2016 ainsi que le 5e groupe bancaire international, présent dans 73 pays, BNP Paribas fait partie des « Trois Vieilles », piliers de l'industrie bancaire française. Né en 2000 de la fusion entre la BNP et Paribas, ce groupe financier a pourtant une histoire remontant jusqu'en 1822 avec la Société Générale de banque en Belgique, dont descend Fortis, acquise en 2009 par le groupe.

La banque fut dénoncée en 2015 pour son greenwashing et sa participation au financement des énergies fossiles et son effet sur le réchauffement climatique par 53 ONG, dont Attac. Elle s'engagera par la suite à ne plus financer de nouvelle centrale à charbon dans le monde, mais se retrouvera sur la liste des plus grands financeurs de l'industrie du charbon de Banktrack en 2017 : le greenwashing dénoncé en 2015 par les Amis de la Terre et Oxfam France est toujours bien présent. En 2010, une amende de 63 millions d'euros a été prononcée pour entente illicite sur des frais de chèque avec d'autres banques.

Ses projets et investissements toxiques

BNP Paribas a investi 7 milliards de dollars dans les énergies fossiles entre 2015 et 2017.

Le Charbon

Sources : banktrack.org/coaldevelopers

Malgré leurs engagements divers à la baisse du financement des énergies fossiles, les banques françaises continuent à les financer par divers moyens : ici le charbon, énergie ultra polluante dont les centrales continuent pourtant à se construire aux dépens des villages rasés, faisant place à des exploitations de lignite RWE ou Uniper.

Le charbon est donc une énergie sur laquelle les banques majeures ont annoncé des restrictions de financement fin 2015 avec la COP 21, mais ces engagements n'étaient en réalité que sémantique et pur greenwashing : le charbon trouve toujours chez les banques françaises des milliards d'euros pour se financer.

BNP Paribas : Avec 1629 millions de dollars de prêts (14e prêteuse mondiale au charbon) et 2374 millions en actions et obligations aux développeurs de charbon, BNP Paribas finance le charbon pour un total de 4,003 milliards de dollars entre Janvier 2014 et Septembre 2017.



L'Offshore Ultra-Profond

Sources : Rapport des Amis de la Terre/Greenpeace, Bloomberg via Rainforest Action Network, INERIS – Rapport d'étude- Les enseignements de l'accidentologie liée à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - 7 mai 2015

Les ressources pétrolières devenant de plus en plus rare à cause de la surexploitation, les industriels du gaz et du pétrole développent des projets dans des eaux de plus en plus profondes. Le terme "deep offshore" se réfère aux ressources exploitées à plus de 125 mètres sous la surface de l'eau, et "Ultra-Deep Offshore" aux ressources situées à plus de 1,5 km de profondeur, ce qui requiert des techniques non conventionnelles, accompagnées de plus grands risques de marées noires[1], de la pollution de l'air et de l'eau ainsi que de la mise en danger de la vie marine dans les endroits où ces projets sont prévus (Foz do Amazonas - Brésil, Nasua – Guyane, Kaombo – Angola, Egina - Nigeria).

Total, qui prévoit de réduire sa production de pétrole en eaux profondes de 30%, prévoit de l'augmenter en eaux ultra-profondes de 3 665%, ce qui serait impossible à faire sans trahir l'accord de Paris auquel Total s'est engagé. Ce secteur pèse pour l'instant moins de 1% de la production de pétrole de Total, mais il a bénéficié de 502 millions de dollars d'investissement des banques Françaises, qui ne se sont engagées à aucune réduction sur ce secteur précis, entre 2015 et 2017.

C'est ce type de projet que BNP Paribas finance à hauteur de 1991 millions de dollars dont 109 chez Total.

Sables Bitumineux

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange

De 2015 à 2017, BNP Paribas a financé les projets et entreprises développant les sables bitumineux comme source d'énergie à hauteur de 995 millions de dollars, rendant la banque 16^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur les sables bitumineux est notée B par le rapport Banking on Climate Change.

Gaz Naturel Liquéfié

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange



De 2015 à 2017, BNP Paribas a financé les projets et entreprises développant le gaz naturel liquéfié comme source d'énergie à hauteur de 1,063 milliard de dollars, rendant la banque 17^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur le GNL est notée C+ par le rapport Banking on Climate Change.

Non-Respect des Equator Principles

Sources: equator-principles.org, banktrack.org

Les Principes de l'Equateur sont un cadre auquel souscrivent certaines banques et autres institutions financières depuis 2003, ayant pour but de minimiser les risques environnementaux ainsi que sociaux. Les Equator Principles Financial Institutions s'engagent à implémenter ces principes dans leurs politiques sociales et environnementales internes, dans leurs procédures internes, et ne financeront pas les projets d'entreprises ne respectant pas les principes.

Pourtant, si la plupart des banques françaises sont signataires, elles supportent en réalité des projets incompatibles avec les Equator Principles, autant sur les niveaux sociaux qu'environnementaux :

- Le Trans Mountain Pipeline Expansion Project est financé par un prêt à hauteur de 14 milliards co-financé, entre autres, par BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale en 2014 dans un accord allant jusqu'en 2017. De son côté, HSBC finance l'entreprise avec un prêt à hauteur de 200 millions. Ce projet s'appuiera principalement sur le sable bitumineux en provenance d'Alberta, qui demande beaucoup d'effort à extraire et à traiter, ainsi que des effets destructeurs sur l'environnement : des études montrent que les sables bitumineux produisent plus de gaz à effet de serre que le pétrole conventionnel, laissant en plus une large quantité de produits toxiques à l'aboutissement du processus (de transformation). Le TMEP déjà existant a une histoire exhaustive de fuites de pétrole, en 2005, 2007, 2009 et 2012. Le nouveau projet passe aussi par des terres indigènes en amont, empoisonnant le sol et l'eau, et mettant en danger ces communautés à cause du risque de fuite.
- L'Expansion de l'Aéroport International d'El Dorado, par exemple, financé à hauteur de 125 millions de dollars chacun par BNP Paribas et HSBC en 2015, met en danger la population locale à cause du fort bruit occasionné, très souvent au-dessus des limites légales, ce qui peut avoir de graves conséquences sur la santé des habitants, et particulièrement des enfants, selon l'OMS.



Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe

Voici la participation financière de BNP Paribas aux sociétés qui planifient les projets reposants sur l'énergie fossile en Europe (en millions de dollars) :

Gazoduc Trans-Adriatique	Champs Gaziers de Groningen	Pipeline Midcat-STEP	Terminal Gazier de Gothenburg
11 680	6 630	1 100	1 730

Fracturation hydraulique au Royaume-Uni	Charbon de Rhénanie, Allemagne	Charbon de Pologne	Charbon de République Tchèque
/	460	1 000	160

>4e des principaux bailleurs de fond européens des sociétés qui planifient ces 8 projets d'énergie fossile, avec 7,685 milliards de prêts et 16,598 milliards de prises fermes, pour un total de 24,283 milliards de dollars dans ces projets.

Son rôle dans l'évasion fiscale

BNP-Paribas est la banque qui a le plus été ciblée par des actions d'Attac ces dernières années, car c'est la banque française qui compte le plus de filiales dans les paradis fiscaux (198 selon les derniers chiffres).

De plus, lors des actions des Faucheurs de chaises, cette banque a systématiquement porté plainte contre les militants, ce qui a donné lieu à 3 procès, et à des mobilisations. Après avoir gagné le procès intenté à notre camarade Nicole Briend, nous voulons continuer à pointer du doigt les pratiques de la plus grande banque européenne.

En 2016, BNP Paribas a déclaré 32% de ses bénéfices avant impôts dans des paradis fiscaux, où sont situés seulement 15% de ses employés.

Entre 2015 et 2017, BNP Paribas a créé 782 sociétés offshore dans les paradis fiscaux.



HSBC

Les infos clés

Grande banque anglaise, son histoire remonte à 1865, où The Hongkong and Shanghai Banking Corporation est fondée par des entrepreneurs britanniques de Hong Kong, pour financer les échanges entre la Chine, l'Inde et l'Europe, en particulier la soie et l'opium. Cette banque réalise en 2016 un chiffre d'affaires de 53 milliards d'euros. Son activité est avant tout financière : banque de détail et d'investissement.

Elle est présente sur les cinq continents, cotée à Londres, New York, Hong Kong et aux Bermudes. HSBC possède des filiales dans 75 pays, et son activité est principalement financière : c'est une banque de détail et d'investissement. Elle est impliquée dans de nombreuses affaires ayant fait grand bruit, telles que le blanchiment d'argent de cartels mexicains en 2012, la manipulation des taux de référence servant aux activités financières, la fraude fiscale et le blanchiment d'argent lors des SwissLeaks et des Panama Papers...

HSBC s'est imposée comme une cible privilégiée car elle a certainement les pires pratiques en matière de financement des énergies fossiles et d'organisation de l'évasion fiscale.

De plus, elle vient d'annoncer qu'elle rapatriait son siège à Paris : après le Brexit, Emmanuel Macron a déroulé le tapis rouge aux banquiers pour que les sièges des grandes banques quittant Londres s'installent à Paris plutôt que dans une autre capitale européenne. Le déménagement d'HSBC est donc symbolique du fait que Macron n'a rien compris à la crise financière de 2008.

Ses projets et investissements toxiques

HSBC a investi 14 milliards de dollars dans les énergies fossiles entre 2015 et 2017

Le Charbon

Sources : banktrack.org/coaldevelopers

Malgré leurs engagements divers à la baisse du financement des énergies fossiles, les banques françaises continuent à les financer par divers moyens : ici le charbon, énergie ultra polluante dont les centrales continuent pourtant à se construire aux dépens des villages rasés, faisant place à des exploitations de lignite RWE ou Uniper.

Le charbon est donc une énergie sur laquelle les banques majeures ont annoncé des restrictions de financement fin 2015 avec la COP 21, mais ces engagements n'étaient en



réalité que sémantique et pur greenwashing : le charbon trouve toujours chez les banques françaises des milliards d'euros pour se financer.

HSBC : Avec 2655 millions de dollars de prêts (9^e prêteuse mondiale au charbon) et 10 352 millions en actions et obligations aux développeurs de charbon, BNP Paribas finance le charbon pour un total de 13 milliards de dollars entre Janvier 2014 et Septembre 2017.

Des 4 banques présentées, c'est celle qui a le plus augmenté son financement aux développeurs de charbon : de 2015 à 2016, il a augmenté de 200%.

HSBC : Prêts 2655 (9^e Mondial) Actions et Obligations 10,352 total 13, 0007 Milliards de \$

L'Offshore Ultra-Profond

Sources : Rapport des Amis de la Terre/Greenpeace, Bloomberg via Rainforest Action Network, INERIS – Rapport d'étude- Les enseignements de l'accidentologie liée à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - 7 mai 2015

Les ressources pétrolières devenant de plus en plus rare à cause de la surexploitation, les industriels du gaz et du pétrole développent des projets dans des eaux de plus en plus profondes. Le terme "deep offshore" se réfère aux ressources exploitées à plus de 125 mètres sous la surface de l'eau, et "Ultra-Deep Offshore" aux ressources situées à plus de 1,5km de profondeur, ce qui requiert des techniques non conventionnelles, accompagnées de plus grands risques de marées noires[1], de la pollution de l'air et de l'eau ainsi que de la mise en danger de la vie marine dans les endroits où ces projets sont prévus (Foz do Amazonas - Brésil, Nasua – Guyane, Kaombo – Angola, Egina - Nigeria).

Total, qui prévoit de réduire sa production de pétrole en eaux profondes de 30%, prévoit de l'augmenter en eaux ultra-profondes de 3 665%, ce qui serait impossible à faire sans trahir l'accord de Paris auquel Total s'est engagé. Ce secteur pèse pour l'instant moins de 1% de la production de pétrole de Total, mais il a bénéficié de 502 millions de dollars d'investissement des banques Françaises, qui ne se sont engagées à aucune réduction sur ce secteur précis, entre 2015 et 2017.

C'est ce type de projet que HSBC finance à hauteur de 4827 Millions de dollars dont 269 chez Total.

Sables Bitumineux

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange



De 2015 à 2017, HSBC a financé les projets et entreprises développant les sables bitumineux comme source d'énergie à hauteur de 3,9 milliards de dollars, rendant la banque 7^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur les sables bitumineux est notée D+ par le rapport Banking on Climate Change.

Gaz Naturel Liquéfié

Source : rapport Banking on Climate Change de Banktrack, Rainforest action Network, SierraClub, Honor Earth et OilChange

De 2015 à 2017, HSBC a financé les projets et entreprises développant le gaz naturel liquéfié comme source d'énergie à hauteur de 2,68 milliards de dollars, rendant la banque 5^e mondiale dans ce domaine. Sa politique de financement sur le GNL est notée D- par le rapport Banking on Climate Change.

Non-Respect des Equator Principles

Sources: equator-principles.org, banktrack.org

Les Principes de l'Equateur sont un cadre auquel souscrivent certaines banques et autres institutions financières depuis 2003, ayant pour but de minimiser les risques environnementaux ainsi que sociaux. Les Equator Principles Financial Institutions s'engagent à implémenter ces principes dans leurs politiques sociales et environnementales internes, dans leurs procédures internes, et ne financeront pas les projets d'entreprises ne respectant pas les principes.

Pourtant, si la plupart des banques françaises sont signataires, elles supportent en réalité des projets incompatibles avec les Equator Principles, autant sur les niveaux sociaux qu'environnementaux :

- Le Trans Mountain Pipeline Expansion Project est financé par un prêt à hauteur de 14 milliards co-financé, entre autres, par BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale en 2014 dans un accord allant jusqu'en 2017. De son côté, HSBC finance l'entreprise avec un prêt à hauteur de 200 millions. Ce projet s'appuiera principalement sur le sable bitumineux en provenance d'Alberta, qui demande beaucoup d'effort à extraire et à traiter, ainsi que des effets destructeurs sur l'environnement : des études montrent que les sables bitumineux produisent plus de gaz à effet de serre que le pétrole conventionnel, laissant en plus une large quantité de produits toxiques à l'aboutissement du processus (de transformation). Le TMEP déjà existant a une histoire exhaustive de fuites de pétrole, en 2005, 2007, 2009 et 2012. Le nouveau projet passe aussi par des terres indigènes en amont, empoisonnant le sol et l'eau, et mettant en danger ces communautés à cause du risque de fuite.



- L'Expansion de l'Aéroport International d'El Dorado, par exemple, financé à hauteur de 125 millions de dollars chacun par BNP Paribas et HSBC en 2015, met en danger la population locale à cause du fort bruit occasionné, très souvent au-dessus des limites légales, ce qui peut avoir de graves conséquences sur la santé des habitants, et particulièrement des enfants, selon l'OMS.

Participation aux 8 grands projets d'énergies fossiles en Europe

Voici la participation financière de HSBC aux sociétés qui planifient les projets reposants sur l'énergie fossile en Europe (en millions de dollars) :

Gazoduc Trans-Adriatique	Champs Gaziers de Groningen	Pipeline Midcat-STEP	Terminal Gazier de Gothenburg
8 200	14 480	100	60

Fracturation hydraulique au Royaume-Uni	Charbon de Rhénanie, Allemagne	Charbon de Pologne	Charbon de République Tchèque
580	180	220	250

>3e des principaux bailleurs de fond européens des sociétés qui planifient ces 8 projets d'énergie fossile, avec 11,864 milliards de prêts et 15,616 milliards de prises fermes, pour un total de 27,480 milliards de dollars dans ces projets.

Son rôle dans l'évasion fiscale

Parmi nos 4 cibles, HSBC est sans aucun doute la plus impliquée dans l'industrie de l'évasion fiscale.

En 2016, HSBC a déclaré 57% de ses bénéfices avant impôts dans des paradis fiscaux, où sont situés seulement 15% de leurs employés.

Entre 2015 et 2017, HSBC a créé 2882 sociétés offshore dans les paradis fiscaux.